



AFP - Nicole TIGET

Jean Jouzel

Vice-Président du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC)

LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE EST-IL ENCORE CONTESTABLE SCIENTIFIQUEMENT AUJOURD'HUI ?

L'interprétation des données scientifiques fait l'objet désormais d'un très large consensus à travers les travaux du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) ; elle confirme le réchauffement climatique dont il est affirmé qu'il est « sans équivoque » ; la contestation de cette tendance est d'ailleurs devenue marginale. Les prévisions établies en 1990, au moment du premier rapport du GIEC, autour de différents scénarios de l'augmentation de l'effet de serre, se vérifient aujourd'hui. On prévoyait, par exemple, une hausse de la température moyenne entre 0,1 et 0,2 °C par décennie. On est tout à fait sur la trajectoire prédite il y a quinze ans. Alors même qu'en cinq ans les émissions de gaz carbonique ont augmenté de plus de 10 %. Ce qui est également confirmé, c'est la contribution majeure de l'activité humaine au réchauffement, très marqué, observé au cours des cinquante dernières années. Enfin il est remarquable que, dans l'esprit du public, le phénomène soit devenu perceptible et non plus seulement hypothétique, à travers des événements climatiques de court terme, confirmant en apparence le réchauffement, mais surtout à travers des conséquences majeures visibles comme le recul des glaciers ou la fonte arctique. Le diagnostic du rapport du GIEC sur cette question s'appuie donc sur une série d'arguments et de preuves extrêmement solides et il est partagé.

QUE PEUT-ON FAIRE ?

La seule façon, pour moi, d'éviter d'aller vers un véritable bouleversement climatique est de stabiliser l'effet de serre, c'est-à-dire prendre les mesures propres à réduire les émissions de GES. C'est un véritable défi qui, en plus, peut être porteur de développement. Le rapport de l'économiste Nicholas Stern, au-delà des chiffres dont je ne peux pas juger la valeur, dit ceci : le pire économiquement c'est de ne rien faire plutôt que de s'engager dans une politique volontariste de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre.

Le gaz carbonique n'est pas le seul gaz qui participe à l'augmentation de l'effet de serre mais c'est le premier contributeur. En particulier parce qu'il reste longtemps dans l'atmosphère. De fait la stabilisation de l'effet de serre passe par celle de la concentration du CO₂. Pour garder l'espoir de limiter le réchauffement à 2 °C par rapport au climat actuel, il ne faudrait pas que cette concentration aille au-delà de 450 parties par million (nous en sommes à 380). Cela voudrait dire que les émissions de gaz carbonique – qui représentent plus de 7 milliards de tonnes de carbone par an (GtC/an), largement liées à l'utilisation des combustibles fossiles charbon, gaz naturel et pétrole – n'excèdent pas 10 GtC/an en 2020, doivent redescendre à leur valeur actuelle vers 2040, puis diminuent rapidement vers 2 GtC/an d'ici la fin du siècle. C'est un immense défi auquel j'adhère pleinement en tant que climatologue. Mais il faut bien le reconnaître, la bataille n'est pas gagnée d'avance.

ET EN FRANCE ?

En France, ce qui est à la hauteur de l'enjeu, selon moi, c'est la loi sur l'énergie de 2005. Cette loi prévoit qu'il faut porter le rythme annuel de baisse de l'intensité énergétique finale à 2 % dès 2015 et fixe comme objectif à la France de diviser par quatre ou cinq ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Pour maîtriser l'effet de serre, il faut diviser ces émissions par deux au niveau mondial, et on voit bien qu'on ne peut pas, pour l'instant, demander trop d'efforts aux pays en développement. Il faudra les aider. Pour cela, les pays industriels doivent faire mieux que ce facteur 2. C'est donc un aspect positif de la loi. Derrière, l'action est difficile. Notons que la France a des chances de remplir ses objectifs du protocole de Kyoto en maintenant, entre 2008 et 2012, le niveau d'émissions des gaz à effet de serre à celui de 1990. L'effort nécessaire ne sera possible que si chacun s'y met, les citoyens, les entreprises, les collectivités locales... La seule façon de s'en sortir est que cet objectif devienne commun à tous.

ET EDF ?

Pour une entreprise comme EDF, produisant et fournissant de l'énergie, sur la base d'une production à dominante nucléaire et hydraulique en France, non émettrice de CO₂, le défi est sans doute d'étendre à tout le Groupe, dans toutes ses composantes, sa contribution à la lutte contre l'effet de serre ; et d'intégrer dans ses choix d'investissements, dans ses offres commerciales comme dans ses programmes de recherche et développement, une production toujours moins émettrice et intégrant plus de renouvelables, et une consommation toujours plus modérée et moins carbonée dans ses utilisations.